

22 décembre 2023

La loi immigration menace directement les droits fondamentaux des enfants

Les élues et élus du Réseau français des villes éducatrices ont déjà alerté récemment sur le fait que tous les enfants ne voient pas leurs droits respectés en France. Nous sommes aujourd'hui consternés par le contenu de la loi "Immigration, asile, intégration" votée le 19 décembre à l'Assemblée, qui viendra sans aucun doute aggraver les difficultés des enfants et des familles étrangères si elle est promulguée en l'état.

En complexifiant l'accès aux prestations sociales dont l'aide au logement, et l'accès au travail, elle accentuera la précarité économique des familles et donc des enfants. Alors que de plus en plus d'enfants vivent dans la rue et que les structures d'aides sont submergées, comment le législateur peut prévoir de rendre encore plus difficile l'accès à un logement ? La précarité économique, nous le savons, rend difficile l'accès à l'éducation, aux soins... Mécaniquement se sont tous les droits fondamentaux des enfants qui seront bafoués. La complexification du droit au regroupement familial touchera en premier lieu les enfants.

De nombreuses autres mesures viennent rendre encore plus difficile la vie de populations déjà précaires, comme les jeunes majeurs sortis de l'ASE ou les étudiants étrangers. La réforme à venir de l'AME, si elle est dans le même esprit, apportera son nouveau lot de catastrophes pour les familles et les enfants qui en dépendent.

Sur tous les aspects, cette loi va créer énormément de problèmes et aggraver ceux des familles immigrées. Ce sont les villes et autres collectivités territoriales, comme les départements qui se sont déjà prononcés, qui devront encore une fois parer à l'urgence pour éviter l'augmentation de la misère sur leur territoire. Les élues et élus du RFVE demandent, à la suite de la plupart des organisations politiques et sociales qui se réclament d'un minimum d'humanisme, de ne pas promulguer cette loi. Pour des raisons morales et ne pas faire triompher le projet de l'extrême-droite, ni créer des discriminations qui bafouent le concept d'égalité, et pour des raisons humanitaires et économiques en ne jetant pas des milliers de familles dans la misère et l'illégalité.

Contact presse

Émilie Kuchel - présidente

04 78 03 67 22